

La crise de l'économie mondiale

Le capitalisme entraîne le monde dans l'abîme.

Seulement une Révolution Socialiste peut sauver l'humanité.

On se souviendra de l'année 2008 comme étant celle de la manifestation d'une des plus grandes crises de l'histoire du système capitaliste. Ce qui paraissait être une crise cyclique comme tant d'autres, est apparue dans ses véritables proportions. Depuis le 15 septembre, avec la chute de la banque Lehman Brothers, la panique s'est installée sur les marchés capitalistes du monde entier. Quelques-unes des plus grandes banques des Etats-Unis et d'Europe sont entrées en concordat,¹ ont chuté ou sont entrées en faillite dissimulée. L'offre de crédit est gelée de manière généralisée. Ni les institutions financières ni les capitalistes individuels ne veulent prêter d'argent. Le manque de crédit menace de paralyser l'économie américaine à un tel point que la FED (la banque centrale des Etats-Unis) prête de l'argent directement pour que les entreprises puissent fonctionner, ce qui est totalement hors de ses attributions. Les gouvernements des principaux pays impérialistes sont intervenus, en injectant plus de mille milliards de dollars dans les banques et dans l'économie. Ceci n'a pas arrêté la crise. Jour après jour, on assiste aux plus importantes chutes boursières, depuis de nombreuses décennies. Pour la seule première semaine d'octobre, les bourses du monde entier ont accusé des pertes globales de 6 200 milliards de dollars dans la valeur des actions. Les actions des plus grandes entreprises du monde « s'évaporent », comme celles de General Motors et Exxon, considérées traditionnellement comme solides. Voilà ce qu'est devenue, sans exagération, la situation actuelle de l'économie mondiale.

Le « paquet » qui vient d'être approuvé, le 12 octobre, par huit pays européens (paquet qui destine plus de 2 000 milliards de dollars à l'aide des banques) et des mesures semblables des gouvernements des Etats-Unis (700 milliards de dollars, uniquement pour le « plan Paulson »), de l'Australie et des pays du Moyen Orient - une intervention étatique sans précédent dans le système financier mondial - ne parviendront pas à inverser la crise ni à empêcher la récession. Cela pourrait peut-être calmer les marchés pour quelques jours, mais les effets globaux de cette opération gigantesque sur les budgets, les dettes publiques et les taux d'inflation des pays concernés, peuvent produire des répercussions encore plus négatives dans le futur.

La crise de l'économie capitaliste est une réalité qui se trouve aujourd'hui au centre de tous les événements mondiaux. D'autre part, il s'agit d'un processus qui en est à peine à ses débuts et qui va affecter, dans une mesure plus ou moins grande, tous les pays. Il n'y a pas de doute que les répercussions les plus graves retomberont sur les travailleurs et les pauvres du monde entier.

Le système financier des Etats-Unis et de l'Europe est en pleine faillite. La banque Lehman est tombée, Merrill Lynch a été incorporée à la Bank of America, Bearn Stearns a été reprise par Morgan Stanley, Wachovia est passé à Wells Fargo et Goldman Sachs a mis en vente son paquet d'actions. Fannie Mae et Freddie Mac, les deux plus grandes entreprises de la branche hypothécaire des Etats-Unis, sont tombées et ont été nationalisées par le gouvernement américain. La compagnie d'assurances AIG (la plus grande des Etats-Unis et du monde) est tombée, elle aussi. Washington Mutual, la plus grande banque du secteur immobilier des Etats-Unis, a connu le même sort.

Cette violente centralisation de capitaux dans le système financier s'est étendue à l'échelle internationale : HBOS d'Angleterre a été acquise par Lloyds, et Santander (Espagne) a absorbé les succursales de Bradford and Bingley. Les gouvernements européens ont été obligés d'intervenir pour sauver la Banque Fortis (la plus grande de Belgique), HBOS et Bradford-Bingley (les deux d'Angleterre), et Hypos Real Estate (principale banque de financement immobilier d'Allemagne).

¹ Le terme de « concordat » est employé ici pour désigner des procédures, variables selon les pays, destinées à empêcher, ou seulement à retarder, la mise en faillite d'une entreprise.

Le gouvernement d'Angleterre a étatisé partiellement les banques les plus importantes du pays, en injectant 50 milliards de livres dans ces institutions en échange d'une partie des actions. C'était une « étatisation » pour sauver les banquiers, parce que l'Etat recapitalise leurs entreprises mais permet qu'ils continuent à être les propriétaires des banques. Le gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements de pays impérialistes suivront peut-être cet exemple.

Il y a eu une énorme « combustion » de capital fictif dans cette courte période : des titres chargés de crédits « pourris », des hypothèques insolubles, des actions survalorisés, etc. Mais il y a eu aussi des pertes de capital réel, touchant principalement les fonds de pension et de petits investisseurs qui ont mis leurs économies dans des titres ou des actions.

Il y a déjà une récession dans les pays capitalistes impérialistes, en commençant par les Etats-Unis, une récession qui s'étend au monde entier. La France compte déjà avec deux trimestres de suite de croissance négative. Le Japon a subi une chute de 2% du PIB au second trimestre de cette année. Il y a déjà une récession en Italie, en Angleterre et en Espagne. Il y a aussi une récession dans certains des pays plus faibles d'Europe, comme l'Islande et l'Irlande. Il y a eu une chute des ventes d'automobiles aux Etats-Unis, avec une moyenne de 30% en septembre. General Electric, une des plus grandes entreprises du monde, a connu une chute de 12% de ses ventes et cherche du financement.

On ne peut pas encore prévoir si cette récession va durer à peine deux ou trois ans **ou si elle va inaugurer une longue période de dépression, semblable à celle qui a suivi la crise de 1929**. Ce n'est pas par hasard que la plupart des économistes bourgeois ou des dirigeants politiques mentionnent la crise de 1929. Ils le font pour nier que le monde est sur le point d'entrer dans une période semblable, ou bien pour souligner les similitudes entre les deux processus et, ainsi, tirer la sonnette d'alarme sur le risque que la crise puisse évoluer vers une situation semblable ou pire. La crise de 1929 est un fantôme qui fait peur à la bourgeoisie mondiale parce qu'elle sait que cela signifierait une période prolongée de déclin du capitalisme lui-même, avec des conséquences politiques énormes.

De toute manière, il s'agit déjà, au moins, **de la plus grande crise de l'économie mondiale depuis 1929**. Il y aura certainement des pays plus touchés et d'autres moins, mais aucun pays n'échappera aux effets de la récession installée dans les pays impérialistes.

En outre, cette crise économique a une particularité qui fait qu'elle dépasse les précédentes, qu'elle est plus généralisée et dévastatrice que celles des années 90 : **son épïcentre se trouve aux Etats-Unis**, la plus grande économie du monde et le cœur de l'impérialisme. Ceci fait que la crise est porteuse d'un potentiel maximum d'extension et d'approfondissement. Les pays les plus fragiles et dépendants n'ont aucune possibilité d'échapper à ses effets.

L'évolution de la crise

La crise actuelle est apparue, dans un premier temps, sous la forme d'une crise immobilière aux Etats-Unis. Au cours des dernières années, les banques américaines ont offert de façon généralisée des crédits hypothécaires à des acheteurs d'immeubles de haut risque (les « subprimes »), en percevant des intérêts élevés.

Ces hypothèques étaient « emballées » par de grandes compagnies hypothécaires et transformées en papiers, ou titres, négociés par la suite sur le marché par des courtiers et des banques d'investissements, recueillant ainsi davantage de capitaux et permettant à ces compagnies d'offrir davantage de crédits.

Les titres ont été assurés par des compagnies d'assurances et ont été évalués avec de bonnes notes par des agences de classification de risque, comme et Standard & Poor's. De cette manière, les papiers ont été achetés par des investisseurs du monde entier, à travers les grandes banques et les fonds de pension.

Ce schéma spéculatif, semblable aux célèbres « pyramides », s'est écroulé quand il est devenu évident que des millions d'acheteurs ne pourraient pas payer leurs hypothèques. Les banques ont commencé à reprendre les maisons des endettés insolubles. Cela a donné lieu à

une grande offre d'immeubles, offre qui a fait baisser brusquement les prix, ce qui a mis en évidence que des banques, des entreprises de vente, des compagnies immobilières, des compagnies d'assurances et des investisseurs en général, loin de pouvoir obtenir des profits, auraient de lourdes pertes sur le capital investi.

La crise financière actuelle est une manifestation supplémentaire d'un processus permanent de croissance-essor-crise-dépression, propre du système capitaliste, qui est en proie à des crises cycliques depuis le début du 19^{ème} siècle, dans un mouvement permanent d'équilibre et de déséquilibre. Chaque crise a, toutefois, ses particularités et sa portée. La crise actuelle se manifeste de manière particulièrement violente par la situation du capitalisme impérialiste et de la lutte de classes dans l'époque où nous vivons. En réalité, les contradictions qui explosent maintenant se sont accumulées pendant plusieurs années.

Pendant les années 1990 et le début du 21^{ème} siècle, après des décennies de crise, l'impérialisme est parvenu à inaugurer une période d'expansion et de croissance à travers l'augmentation énorme de l'exploitation des travailleurs du monde entier et d'un véritable processus de recolonisation des pays exploités. Cela s'est passé de différentes manières :

- A travers la restauration du capitalisme en Chine, en Russie et dans les anciens Etats ouvriers de l'Europe de l'Est et d'Asie. Ceci a permis que l'impérialisme exploite directement les travailleurs de ces pays, principalement la Chine qui est devenue « l'usine du monde », en payant des salaires de misère et en extrayant ainsi une énorme masse de survaleur.
- Avec l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits des transnationales dans les pays où le capitalisme a été restauré et aussi dans les pays où les Traités de libre échange (ou TLC) ont été imposés.
- Avec la faillite des monopoles étatiques pour l'exploitation des richesses naturelles des pays pauvres, suivie d'un véritable pillage de ces ressources par les transnationales.
- En imposant un processus vaste et généralisé de privatisation d'entreprises étatiques et de services publics, ce qui a permis aux entreprises impérialistes d'exploiter directement tout un secteur des travailleurs des pays périphériques et des pays impérialistes eux-mêmes. Ceci a permis d'obtenir des profits énormes, une exploitation dont ces entreprises profitaient auparavant seulement de manière indirecte.
- En créant de nouvelles façons d'augmenter l'exploitation du travail salarié, ce qu'on appelle la « flexibilisation du travail », c'est-à-dire la sous-traitance, toutes sortes de contrats précaires, l'élimination des conquêtes et acquis ouvriers, l'augmentation de la journée de travail, etc.

Toutes ces formes exploitation et d'expansion des marchés ont permis une augmentation du taux de profit (la relation entre la survaleur appropriée par le capitaliste et le capital investi par lui). Les nouvelles technologies numériques ont aussi permis d'augmenter la productivité et de créer un marché financier mondial qui fonctionne « on-line », et permet un rythme instantané de partage de bénéfices, d'accumulation et de suraccumulation de capital.

Tous ces processus ont abouti à l'extraction d'une énorme masse de survaleur. Il y a eu une grande suraccumulation de capital. Toutefois, cette suraccumulation de capital provoque une chute du taux de profits dans la mesure où le numérateur de l'équation (la survaleur) reste inchangé, alors que le dénominateur (le capital) augmente. Le capital cherche alors, le plus rapidement possible, de nouveaux investissements par lesquels obtenir des profits et inverser la chute du taux de profit.

Pendant les dernières décennies, cette suraccumulation de capital a provoqué une grande augmentation du capital fictif, c'est-à-dire du capital qui n'est pas investi dans la production directement, mais dans la spéculation, sous différentes formes.

En général, cette grande masse de capital disponible est injectée de nouveau dans l'économie sous la forme d'une énorme offre de crédit (actions en bourse, titres divers, titres de la dette publique, crédits pour l'exportation, crédits pour les entreprises, crédit au consommateur), sur lequel les capitalistes espèrent obtenir une rémunération plus grande et plus rapide que celle obtenue dans la production.

Mais ce mouvement provoque un endettement brutal, non seulement des consommateurs individuels, mais aussi des entreprises et même des Etats. La dette publique des Etats-Unis, par exemple, a franchi déjà le 30 septembre 2008 le montant incroyable de 10 000 milliards de dollars.

Lors de la dernière crise mondiale, en 2001-2002, l'impérialisme a cherché à en atténuer les effets, et à générer un nouveau cycle de croissance, en baissant les taux d'intérêts et en facilitant encore plus l'offre de crédit, parmi d'autres mesures. Avec cela, il est parvenu à stimuler la consommation et à restaurer le taux de profit pour une courte période.

Ceci a été combiné avec une autre politique fondamentale du gouvernement Bush : entamer les guerres d'Iraq et d'Afghanistan, et augmenter ainsi violemment les dépenses du budget militaire et stimuler une croissance généralisée de l'industrie militaire et des secteurs liés à l'approvisionnement de l'armée.

Toutefois, les deux mesures ont représenté une fuite en avant, c'est-à-dire qu'elles sont parvenues à atténuer la crise de 2001-2002 mais seulement en augmentant les contradictions du capitalisme américain. D'une part, elles ont amené à l'endettement généralisé des entreprises, des consommateurs et de l'État à des niveaux insupportables. D'autre part, la résistance héroïque des masses irakiennes et afghanes a donné lieu à une crise politique dans l'impérialisme et à une extension des guerres au-delà de toute prévision, et donc des dépenses publiques et de la dette de l'Etat.

C'est pourquoi, cette crise est particulièrement explosive. Outre sa nature commune à toutes les crises du capitalisme (qui se manifeste par une chute abrupte du taux de profit et un déséquilibre qui mène à une crise de surproduction), elle comporte un élément qui contient un potentiel énorme. Nous parlons de la crise du système financier des Etats-Unis et de l'Europe qui, par le biais de la mondialisation du capital et du développement spectaculaire de la technique, atteint déjà le monde entier, en reproduisant cet endettement énorme des consommateurs, des entreprises et des Etats.

L'hypothétique « décollage » des pays émergents est un mythe.

La célèbre thèse du « décollage » de ce qu'on appelle les « pays émergents » qui, étant des puissances supposées en ascension, pourraient échapper à la crise, s'est avérée être un mythe. Il existe une seule économie et un seul marché, à échelle mondiale. Les économies nationales sont des parties de cet ensemble et lui sont subordonnées. Comme nous l'avons déjà dit, le centre de la crise est la principale économie de la planète, les Etats-Unis, ce qui fait que ses effets sont étendus aux économies de tous les pays, principalement les pays avec une économie plus faible ou secondaire.

Les pays « émergents » sentent déjà ces effets. La crise financière a déjà affecté la Russie où, en une semaine, les sessions de la Bourse ont déjà été interrompues quatre fois, dans une tentative d'empêcher la fuite de capitaux. Dans la seule journée du 6 octobre, la Bourse de Moscou a connu une chute de 19% et le gouvernement a été obligé de suspendre le fonctionnement boursier pendant deux jours pour éviter une chute complète du système financier.

En Amérique latine, ce n'est pas différent. Au début, les gouvernements latino-américains, comme ceux de Lula et de Cristina Kirchner, ont essayé de minimiser la crise alors qu'ils permettaient que les banquiers et les capitalistes internationaux et locaux retirent leurs capitaux avec des bénéfices extraordinaires, en profitant des remises de profits, des hauts intérêts payés par les gouvernements et du paiement des dettes externe et interne.

Maintenant, la crise mondiale est en train de déséquilibrer ces économies de plusieurs manières, par la fuite de capitaux, par la chute des exportations ou par la décélération de la production agricole et industrielle, suite à la chute de la consommation des pays impérialistes. Tout pointe vers la récession. L'illusion du « décollage » s'est effondrée et les mêmes gouvernements qui auparavant minimisaient la crise, essayeront maintenant d'imposer son coût à la classe ouvrière et aux pauvres.

Les affirmations selon lesquelles le Brésil ou l'Argentine ou d'autres pays périphériques ne seraient pas affectés par la crise, n'ont pas seulement comme objectif de cacher l'inaction de ces

gouvernements. Outre ceci, il y a un caractère intentionnel clair : les gouvernements de Lula, de Cristina Kirchner et d'autres veulent « anesthésier » la classe ouvrière et les secteurs populaires ; ils veulent les désarmer et leur lier les mains pour qu'ils acceptent de payer passivement les coûts de la crise, ou qu'ils se retrouvent totalement sans préparation face à l'inévitable lutte pour la survie contre la surexploitation, le chômage et la faim qui pointent déjà à l'horizon.

La crise économique va provoquer une crise sociale énorme

Comme dans toutes les crises de l'économie capitaliste, la bourgeoisie mondiale a déjà commencé à en s'en décharger sur le dos des travailleurs et des secteurs populaires. Les premières manifestations sont les restrictions du crédit au consommateur et les augmentations de prix. Par exemple, pour les seuls Etats-Unis, plus d'un million sept cents mille familles ont été expulsées de leurs maisons parce qu'elles n'ont pas pu payer leur hypothèque. Mais l'attaque qui reste à venir sera bien pire.

La récession provoquera une augmentation énorme du chômage. Toujours aux Etats-Unis, 750 000 personnes ont déjà perdu leur travail. Avant l'explosion des marchés financiers, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) prévoyait que le nombre de travailleurs au chômage partout dans le monde augmenterait de 5 millions cette année. Maintenant, ce nombre devrait beaucoup augmenter.

Les travailleurs immigrants dans les pays impérialistes, originaires de pays pauvres, seront les premiers à souffrir du chômage, de l'augmentation du travail précaire et des lois contre les étrangers promulguées par les gouvernements de ces pays. La crise économique et le chômage provoqueront aussi la croissance de la xénophobie et du racisme, comme c'est déjà le cas en Italie et en Autriche.

D'autre part, dans plus de trente pays pauvres, il y avait déjà une crise sociale en raison de l'augmentation du prix des aliments et des combustibles. Dans ces pays, la récession et le chômage auront l'effet d'une véritable hécatombe sociale.

Les effets de la crise économique parmi les travailleurs contrastent avec les privilèges de la haute bourgeoisie. Le capitalisme cherche à sauver les banques avec des « paquets » étatiques qui, seulement aux Etats-Unis, s'élèvent déjà à plus de **mille milliards de dollars**.

Que signifient ces dépenses, face à d'autres nécessités aiguës de l'humanité ? Selon l'ONU, 32 milliards de dollars suffiraient pour donner de l'eau potable à toute la planète. Selon la FAO, 30 milliards de dollars suffiraient pour mettre un terme au drame de 925 millions de personnes affamées dans le monde. Ce sont des quantités infimes, comparées avec la fortune destinée à sauver les banques qui ont été les protagonistes de la crise financière.

En outre, un autre mythe s'est effondré. Pendant des décennies, la propagande néolibérale a fait l'apologie des privatisations, de la liberté du capital à agir sans limites, en obéissant seulement « aux lois du marché ». Ils demandent maintenant désespérément, en réalité ils exigent, une injection d'argent public pour couvrir leurs pertes. Ce qu'ils disent, c'est que dans un moment de croissance économique et de grands profits, il faut privatiser l'Etat, mais qu'aux moments de crise et grandes pertes, l'Etat doit financer les capitalistes. Privatiser les profits et socialiser les pertes, tel est la logique du capitalisme.

C'est pourquoi, tous ne subissent pas la crise de la même façon. Les travailleurs perdent leurs maisons et leurs emplois, et beaucoup sont déjà menacés par la faim. Mais beaucoup de bourgeois, dont la spéculation a mené les banques à la faillite, conservent des privilèges scandaleux, presque obscènes. Des exécutifs de banques qui sont tombées ont perçu des « indemnités » et des bonifications millionnaires. Richard Fuld, qui dirigeait la banque Lehman Brothers (qui a demandé le concordat en septembre), a reçu 45 millions de dollars en 2007. Stan O'Neal, de la banque Merrill Lynch (achetée par la Bank of America), a été mis à la retraite en emportant 161 millions de dollars d'indemnités.

Mais que personne ne se trompe. Le coût de cette bienveillance avec les grandes banques et leurs exécutifs sera payé par les Etats avec l'argent public, c'est-à-dire celui des travailleurs. Pire encore, pour dévier de l'argent de l'Etat afin de sauver les banques, les gouvernements des

capitalistes chercheront à augmenter les attaques contre le niveau de vie des travailleurs, étant donné que les quantités énormes dépensées pour sauver les banques augmenteront le déficit du budget et la dette publique des Etats-Unis et des pays européens. Les gouvernements de ces pays chercheront à diminuer les dépenses de santé, d'éducation et des plans de retraite, assumées par l'Etat. Ils chercheront aussi à augmenter l'exploitation des pays périphériques, en faisant fonctionner leur « aspirateur » de capitaux bien connu.

L'impérialisme vit une crise politique

Ce serait une grande erreur de penser que la crise se limite à la sphère de l'économie. L'échec économique a mis en évidence une crise politique dans le pays le plus puissant du monde. Cette désorganisation n'a pas seulement été le produit d'un gouvernement qui finit son mandat. Un des exemples les plus manifestes a été l'épisode du vote du paquet d'aide aux banques. Le gouvernement Bush, avec un appui total des deux candidats présidentiels, Barack Obama et John McCain, et les directions des partis démocrate et républicain, a été mis en échec lors d'un premier vote à la Chambre. Aujourd'hui, même après l'approbation du paquet, la crise ne cède pas de terrain. Le gouvernement Bush, la FED, le Congrès, personne ne contrôle la situation ou dispose au moins de mécanismes efficaces pour faire face à la crise.

La crise politique n'est pas nouvelle. Elle est le résultat de la défaite de l'offensive de l'impérialisme américain après les attentats du 11 septembre 2001. Cette action, dirigée par le gouvernement Bush, consistait à attaquer tous les pays exploités de la planète, principalement ceux qui disposent de grandes réserves pétrolières ou d'une position stratégique pour leur transport. La « guerre contre le terrorisme » a servi pour justifier l'attaque et la guerre contre l'Iraq et l'Afghanistan. Mais la résistance héroïque des peuples irakien et afghan a mené les troupes des Etats-Unis et de l'OTAN dans un borbier qui ne permet déjà pas une victoire militaire. A ce fait s'ajoute le fiasco de l'impérialisme dans sa tentative de mettre en échec les processus révolutionnaires en Amérique latine. La résistance des travailleurs immigrants latins aux Etats-Unis et la lutte des travailleurs européens contre les réformes néo-libérales ont contribué aussi à cette défaite.

La crise politique de l'impérialisme américain a influencé de manière décisive le développement de la crise économique, au moins sous deux aspects. D'abord, parce que la résistance des peuples irakien et afghan a prolongé la guerre pendant plus de cinq ans, en obligeant le gouvernement américain à dépenser, jusqu'à présent, plus de 800 milliards de dollars dans le conflit, affaiblissant ainsi l'économie du pays. Deuxièmement, parce que le borbier de la guerre s'est traduit en un coût politique pour le gouvernement Bush, en l'affaiblissant profondément à l'heure où il a eu besoin de faire face à la crise économique.

Face à la catastrophe provoquée par le capitalisme, seule la classe ouvrière peut offrir une issue pour l'humanité.

Pendant plus de deux décennies après la restauration du capitalisme dans les pays du prétendu « socialisme réel », une propagande assourdissante, promue par la bourgeoisie mondiale et ses agents, prônait que le capitalisme était le seul système possible pour l'humanité, la source de richesse et de bien-être croissants pour toute la planète. Ils ont décrété « la mort du socialisme ».

La crise de l'économie mondiale vient de rétablir la vérité. Ce ne sont pas les politiques « néo-libérales », les excès de la spéculation ou même le manque de réglementation qui l'ont provoquée, comme l'affirment beaucoup de penseurs bourgeois ou réformistes. Au contraire, les crises sont inhérentes au système capitaliste. Elles font partie de son essence.

Le capitalisme est un système en décadence, qui développe la technologie uniquement pour augmenter les profits, et non en bénéfice de l'humanité. Au contraire, il l'utilise presque toujours pour la destruction de l'homme et de la nature. Ce système a besoin désespérément des guerres pour générer des profits. C'est le règne de l'anarchie de la production, de la consommation désorganisée et superflue d'une minorité, de la surexploitation des ressources naturelles qui

provoque une catastrophe écologique mondiale, de la spéculation financière. C'est un système dans lequel la mondialisation du capital, qui n'a pas de frontières, utilise de façon permanente les barrières imposées par les frontières nationales pour réprimer et exploiter mieux les travailleurs immigrants, un système qui, cycliquement, lance l'humanité dans des périodes de chômage intense, de faim et de misère.

Toutefois, l'échec de ce système est loin de signifier la victoire définitive pour les travailleurs et les secteurs populaires du monde entier. Au contraire, la bourgeoisie impérialiste, dans sa décadence, peut entraîner toute l'humanité dans la barbarie. La crise ne rend pas l'impérialisme moins dangereux pour les exploités de ce monde. Un monstre blessé, qui combat désespérément pour survivre, peut tout détruire autour de lui, dans son agonie.

La bourgeoisie a démontré une fois de plus qu'elle n'accomplit déjà plus aucun rôle progressiste. C'est une classe qui cherche seulement à défendre ses privilèges et sa domination avec toutes les armes dont elle dispose. Elle ne parvient déjà plus à développer les forces productives de l'humanité, ni même à s'occuper des nécessités minimales de celle-ci. Une minorité de grands capitalistes et financiers, les propriétaires des moyens de production et de la distribution, exploitent de plus en plus l'immense majorité. A différentes reprises, elle menace non seulement nos postes de travail, nos salaires et nos maisons, mais aussi l'existence physique elle-même de la classe ouvrière et de toute l'humanité. Les média et les gouvernements disent qu'il n'y a pas d'autre issue, qu'il faut s'y habituer et essayer de s'adapter parce que le monde est ainsi. Mais l'actuelle crise du capitalisme génère une grande transformation dans la conscience de tous les jours des travailleurs.

Chaque jour de crise apporte des leçons pratiques énormes pour la classe ouvrière du monde entier. Les travailleurs voient quotidiennement les scandales financiers, l'augmentation brutale des inégalités, la menace de dépression, l'irrationalité et l'anarchie du capitalisme et du marché mondial. Ceci devient ensuite concret dans les expériences dures du chômage, de la perte de conquêtes, des bas salaires, expériences auxquelles beaucoup de travailleurs des pays impérialistes vont faire face dans la prochaine période.

La **nouvelle situation mondiale**, qui s'ouvre avec la crise économique, fera que le prolétariat vive une expérience concentrée avec l'exploitation et les fléaux du système capitaliste, une expérience qui normalement n'est possible qu'au cours de nombreuses années. Ceci permettra le réveil d'une nouvelle conscience, semblable à ce qu'ont représenté récemment les guerres, les agressions impérialistes et les politiques néo-libérales, en termes de conscience anti-impérialiste, pour les peuples des pays exploités. Toutefois, pour que cette nouvelle conscience franchisse un bond en avant, il faut que la classe passe à l'action.

Seule une action consciente de la classe ouvrière peut offrir une alternative pour tous les exploités du monde. Cette action consciente doit commencer par l'organisation pour la lutte en défense de la survie physique, en défense des vies et des familles, des centaines de millions de personnes menacées par la crise. Les travailleurs du monde entier ont besoin de s'organiser et de combattre pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs maisons. Ils ont besoin de se mobiliser contre l'augmentation des prix, contre le travail précaire et pour les droits des immigrants.

Seules des mesures de fond (comme l'échelle mobile des heures de travail sans perte de salaire ; des plans de travaux publics pour contenir le chômage ; le rajustement automatique des salaires pour contrer les effets de l'inflation ; la fin de toutes les formes de travail précaire ; et d'autres mesures semblables) seront capables de faire face effectivement à cette crise. Les syndicats, les comités d'usine et toutes les organisations de classe seront appelés à accomplir un rôle actif dans ce combat, ou seront vouées à la disparaitre et à céder la place à de nouvelles organisations qui puissent faire face au défi.

Au delà de tout ceci, il faut chercher une issue globale et définitive qui empêche que l'humanité reste à la merci de crises de plus en plus violentes et destructrices. Cette issue existe. Il faut planifier l'économie, la mettre au service de la satisfaction des nécessités de la grande

majorité, les travailleurs et les secteurs populaires, et non pour augmenter la richesse de quelques-uns. Seule cette planification permettra d'utiliser rationnellement les ressources naturelles et de cesser immédiatement leur utilisation prédatrice et destructrice de la nature. Seule une économie planifiée peut mettre un terme à la faim, au chômage, à la misère. Seule cette planification permettra le plein développement des technologies et leur utilisation au bénéfice du développement matériel et culturel de l'humanité.

Il est nécessaire de réorganiser toute l'économie mondiale. Ceci est impossible sans s'attaquer aux banques, le cœur de l'économie capitaliste impérialiste. Aujourd'hui, les grandes banques, et tout le système financier dominé par elles, sont une source permanente d'anarchie et de paralysie de l'économie mondiale. Elles ont été les responsables de la spéculation scandaleuse et des pertes gigantesques. Actuellement, elles ne prêtent plus d'argent et provoquent la diminution de la production, le chômage et la fermeture d'entreprises.

Il n'est pas possible de réorganiser l'économie de façon rationnelle sans mettre un terme à la domination des banques et mettre en place un système unique d'investissements et de crédit, contrôlé par l'Etat. Mais ceci doit se faire de manière opposée à l'étatisation promue aujourd'hui par les gouvernements bourgeois, comme celui de l'Angleterre, qui signifie donner de l'argent de l'Etat aux banquiers et permettre qu'ils continuent à diriger leurs banques.

Il est nécessaire **d'exproprier toutes les banques et d'étatiser tout le système financier** des Etats-Unis et de tous les pays impérialistes, sous contrôle des travailleurs et sans indemniser les banquiers. Il est nécessaire d'exproprier aussi les grandes entreprises impérialistes, d'annuler la dette extérieure des pays pauvres et d'établir un contrôle rigide des capitaux qui empêche leur fuite vers les pays impérialistes. Pour mettre un terme à la pénurie d'aliments et à leurs prix élevés, il faut exproprier les grandes propriétés et faire des réformes agraires radicales, qui donnent la terre aux paysans pauvres qui la travaillent et aux « sans-terre » qui veulent produire des aliments.

Cela signifie construire une société totalement différente, une société qui ne vit pas en fonction du profit et où l'exploitation n'est pas nécessaire pour la maintenir, une société solidaire entre tous, au lieu d'être basée sur la concurrence et sur l'individualisme, une société socialiste.

Nous, les travailleurs, nous qui créons toutes les richesses avec notre travail, nous pouvons construire cette nouvelle société. Pour cela il sera nécessaire de mettre en échec l'impérialisme, d'exproprier la bourgeoisie parasitaire et de la déloger du pouvoir, en créant un Etat ouvrier qui dirige la transition vers cette société socialiste. L'expérience concrète d'une Révolution Socialiste victorieuse a déjà été faite par le prolétariat russe, qui a pris le pouvoir en 1917 et a construit un Etat basé sur des Conseils Ouvriers démocratiques, au service des grandes majorités populaires.

Cette expérience a duré quelques années et a dégénéré ensuite par l'action d'une bureaucratie privilégiée. Toutefois, malgré la bureaucratie, l'URSS a montré la force énorme d'une économie basée sur la propriété collective étatique des moyens de production (usines, banques et moyens de distribution), sur la planification de l'économie et sur le monopole du commerce extérieur. Dans la décennie de 1930, quand les Etats-Unis et tout le monde capitaliste vivaient les années de la Grande Dépression, l'URSS se développait à des taux de croissance annuelle de 20% ou plus et s'est transformée d'un pays arriéré et rural en la seconde puissance du monde, en moins de 40 ans.

Aujourd'hui, la classe ouvrière mondiale fait face au défi de reprendre la stratégie de la Révolution Socialiste mondiale pour mettre en échec le système capitaliste impérialiste et d'en finir pour toujours avec l'exploitation et le fléau des guerres et des crises économiques.

Mais il y a, sans doute, un obstacle énorme sur ce chemin, qui empêche aujourd'hui le prolétariat de combattre pour ses objectifs historiques et, même, de se défendre pleinement des attaques du capital : à la tête de la majorité absolue des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière se trouvent des directions bureaucratiques et opportunistes qui défendent leurs privilèges ainsi que le système capitaliste qui les maintient. Ces directions traîtres ont conduit le

prolétariat à des défaites énormes dans le passé, et elles préparent une nouvelle catastrophe pour les luttes du futur.

La seule lutte spontanée des masses, pour héroïque qu'elle soit, ne mènera pas à la conquête du pouvoir. Pour faire la Révolution Socialiste mondiale, unique façon d'empêcher que le monde se précipite dans la barbarie, la classe ouvrière, en se plaçant à la tête de tous les exploités du monde, a besoin d'une direction politique révolutionnaire qui la conduit.

Le prolétariat a besoin de partis révolutionnaires dans tous les pays, qui fassent partie d'une Internationale révolutionnaire, opposée fermement à tous les partis et organisations bourgeois et opportunistes, une Internationale qui arbore un programme qui réunit l'expérience et la tradition internationales du prolétariat depuis la publication du Manifeste Communiste, il y a 160 ans, une Internationale qui se base sur une large démocratie interne et sur le principe organisationnel du centralisme démocratique : liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action.

La nouvelle situation mondiale, inaugurée par l'actuelle crise économique, ouvre des possibilités énormes pour la construction de cette Internationale et ses sections, les partis révolutionnaires nationaux. Voilà le grand défi et la principale tâche des révolutionnaires dans cette époque de décadence du capitalisme.

En septembre de cette année, alors que la confusion et la crise se sont emparées des bourses et de toutes les institutions du monde bourgeois et impérialiste, nous célébrons le 70^{ème} anniversaire de la fondation de la IV^{ème} Internationale. La IV^{ème} Internationale est l'héritière légitime des traditions, du programme et des débuts de la III^{ème} Internationale, fondée par Lénine et Trotsky en 1919, peu après la Révolution russe. Trotsky a combattu pendant des années contre la dégénérescence de l'Etat soviétique et de la Troisième Internationale quand ceux-ci sont passés sous le contrôle de la bureaucratie dirigée par Staline.

Le Programme de Transition (écrit par Trotsky et adopté par la IV^{ème} Internationale comme son programme de fondation), les principes politiques et organisationnels de l'Internationale et son objectif stratégique sont aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour.

Les mots suivants de Trotsky conservent non seulement toute leur validité ; ils expriment aussi très bien le dilemme dramatique de la situation actuelle : « *Les prémisses objectives de la révolution prolétaire ne sont pas seulement mûres, mais commencent à se pourrir. Sans la victoire de la révolution socialiste dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine sera menacée d'être conduite à une catastrophe. Tout dépend du prolétariat et, avant tout, de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se résume dans la crise de la direction révolutionnaire.* »

Faire face à cette nouvelle étape de crise économique et de décadence du capitalisme, exigera des révolutionnaires du monde entier de concentrer tous leurs efforts à la tâche de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale, en combattant pour que le meilleur de l'avant-garde de la classe ouvrière rejoigne ses rangs.

Secrétariat International de la LIT-QI
Octobre 2008